



LA MARSEILLAISE DE 1989 C'est la cantatrice américaine Jessye Norman qui fut choisie pour interpréter l'hymne national lors du Bicentenaire de la Révolution française, place de la Concorde, revêtue du drapeau tricolore.



DOUAUMONT HONORÉ EN 1966 Pour le cinquantenaire de la bataille de Verdun, des saint-cyriens défilent devant l'ossuaire de Douaumont, en présence du général de Gaulle, alors chef de l'Etat, et d'anciens combattants de la Grande Guerre.

Leçons croisées sur un centenaire



JEAN-NOËL JEANNENEY

Ce sont deux commémorations exceptionnelles qui engagent la nation tout entière. Nous avons demandé à Jean-Noël Jeanneney, qui fut en 1989 président de la Mission du bicentenaire de la Révolution française, et à Joseph Zimet, directeur général de la Mission du centenaire de la Première Guerre mondiale, de croiser leurs expériences.

**Entretien avec
JEAN-NOËL JEANNENEY
et JOSEPH ZIMET**



JOSEPH ZIMET

L'Histoire : Peut-on comparer le Bicentenaire de la Révolution et le Centenaire de la Grande Guerre ?

Jean-Noël Jeanneney : En 1789 comme en 1914 la France tient une place centrale, bien sûr, mais, si elle a une part essentielle dans la Première Guerre mondiale en raison de son engagement et du fait que son territoire est pendant toute la durée du conflit le théâtre principal du front occidental, observons qu'en 1789 sa place est plus complètement centrale. Elle est le lieu focal des événements qui embrasent l'Europe tout entière et au-delà. Lors du Bicentenaire, nous avons commémoré un mouvement mondial dont la France fut l'inspiratrice décisive.

Nul motif pour autant de parler d'une hiérarchie, qui serait dérisoire, entre deux commémorations.

Joseph Zimet : Je revendique depuis le début notre dette auprès du Bicentenaire que je considère, parce qu'il a été une commémoration de référence, comme notre grand frère. Sur le rôle de l'État, sur l'organisation, sur la mobilisation territoriale, sur l'accompagnement

des initiatives locales, sur le financement, les points communs sont légion.

Sur un autre plan, ce qui rapproche le Bicentenaire et le Centenaire, c'est le message que la France porte au-delà de ses frontières. En 1989, sous la présidence de François Mitterrand, qui accueille à Paris cette année-là le G7, elle parle au monde. Le 14 juillet 2014, la France invitera 72 pays à défiler sur les Champs-Élysées. Les deux commémorations, chacune à sa manière, nourrissent sa vocation à l'universalisme.

J.-N. J. : Quant à l'organisation, j'ai donné à Joseph Zimet, lorsqu'il a souhaité consulter mon expérience, deux conseils assez simples. Pour l'utilisation de l'argent, nous avons obtenu de Matignon une enveloppe globale et de n'être pas soumis à un contrôle paralysant du détail de nos dépenses ; c'est après coup que celui-ci s'est exercé avec toute la rigueur nécessaire. Je l'attendais et avais continuellement veillé, bien sûr, à n'encourir aucun blâme. Mais entre-temps, les mains libres...

D'autre part j'ai insisté sur l'indispensable coupure, lisible par tous, entre l'action de l'État, légitime dans ses

Comme Valmy le fut en septembre 1989 avec trois ans d'avance, l'armistice sera commémoré dès le 11 novembre 2014

prérogatives, dans son discours civique sur le passé, et tout le reste, c'est-à-dire la recherche universitaire, la liberté du commentaire, l'organisation des colloques, la diffusion de documentaires à la télévision – toutes initiatives auxquelles l'État pouvait aider mais en affirmant une distance rigoureuse par rapport à leur contenu. J'étais assez universitaire pour considérer que toute intrusion des pouvoirs publics dans ce champ eût été insupportable.

J. Z. : Je crois que nous avons retenu ces conseils. Les frontières sont clairement dessinées. Avec le label Centenaire, la Mission accompagne l'action des associations, des musées, des individus. Quant à l'Etat, il est à la manœuvre lors des grands rendez-vous, le 14 juillet 2014, lors de l'ouverture du cycle international du Centenaire. C'est lui également qui prend en main la commémoration de l'entrée en guerre de la France le 3 août et la bataille de la Marne, le 12 septembre 2014, avec nos partenaires allemands et britanniques.

Pour le financement, le gouvernement a doté la Mission d'un budget triennal qui nous a permis de fonctionner avec la souplesse et l'efficacité d'un opérateur de l'État, assorti naturellement de contrôles rigoureux. L'alternance politique de 2012 n'a pas remis en cause les règles du jeu. Sur l'effort global de la nation pour le Centenaire, estimé à environ 150 millions d'euros, l'État central en assure 50, les 100 restants revenant à la charge des collectivités territoriales, des associations du secteur privé. La région Nord-Pas-de-Calais ou le conseil général de la Meuse, par exemple, investissent près de 10 millions pour le Centenaire. La décentralisation, on le voit, a fait son œuvre.

LES FANTÔMES DE LANDOWSKI En 1916, le sculpteur Paul Landowski combattant dans les tranchées se promet « Ces morts, je les relèverai ». Son mémorial, érigé sur la butte de Chalmont (Aisne), face à la plaine, montre sept fantômes protégeant un jeune homme nu.



J.-N. J. : Nous avons reçu aussi un concours très important des régions, celles du Nord et de l'Est notamment.

L'H. : L'année 1989 avait concentré l'essentiel des manifestations. Qu'en sera-t-il en 2014 ?

J.-N. J. : Vous vous rappelez sans doute, cher Joseph, que je vous avais mis en garde contre le risque qu'il y aurait à étaler les commémorations sur plusieurs années. C'eût été jouer avec la lassitude du public. Pour notre part, nous avons décidé de célébrer Valmy en septembre 1989 sans attendre 1992. Cela a pu paraître paradoxal. Mais la logique s'en est en définitive imposée. Nous faisons ainsi le choix de commémorer dès la première année l'ensemble de l'événement révolutionnaire.

J. Z. : Là encore, nous vous avons entendu. L'efficacité commandait en effet de concentrer en 2014 l'essentiel des manifestations afin de ne pas décourager l'intérêt du public mais aussi pour offrir un récit intelligible de la Grande Guerre. Il n'en demeure pas moins que la mémoire combattante s'attache à des lieux et à un calendrier. En conséquence, après 2014, l'année panoramique d'ouverture qui aura pour point d'orgue le 11 novembre, l'acte II du Centenaire se poursuivra plus classiquement en épousant les méandres de la chronologie: le 25 avril 2016, l'ANZAC Day, bataille de Verdun et de la Somme en 2016, Chemin des Dames en 2017, etc.

L'H. : Qu'avez-vous retenu l'un et l'autre des commémorations qui avaient précédé ?

J.-N. J. : En 1989, j'avais veillé à ce que soient organisées des expositions et développés des travaux sur les commémorations antérieures. En 1839, il n'y eut pas de grande manifestation à l'occasion du cinquantième : même si l'ancien combattant de Jemmapes qu'était Louis-Philippe s'efforçait d'inscrire dans la mémoire nationale l'épisode révolutionnaire.

Les célébrations du Centenaire, en 1889, nous rappellent à quel point une commémoration est marquée par le contexte. La France sortait alors de son isolement diplomatique et l'aventure boulangiste qui l'avait secouée venait tout juste de prendre fin. 1889 a été une manière d'affirmer le triomphe des principes civiques énoncés cent ans plus tôt : équilibre entre liberté et égalité, rayonnement planétaire retrouvé. Pour le 150^e anniversaire, en 1939, Édouard Herriot, soucieux de ménager et de solliciter au besoin l'Amérique de Roosevelt, avait placé les manifestations sous l'enseigne des révolutions transatlantiques : hommage intéressé !

J. Z. : Pour 1914, Notre seule véritable référence, c'est le « double anniversaire » de 1964, que le général de Gaulle avait souhaité coupler avec le 20^e anniversaire des débarquements de 1944. De Gaulle en fut la figure tutélaire, se présentant à la fois comme l'ancien combattant de 14 et l'homme du 18 Juin...

J.-N. J. : Il est aussi celui qui a reçu symboliquement

Adenauer à Colombey dès son retour au pouvoir, en 1958 : geste unique, symbolique.

J. Z. : Oui, mais la tonalité de son discours reste en 1964 encore très hexagonale. Le syncrétisme mémoriel des deux conflits lui permet de rehausser le pavillon national passablement défraîchi entre 1940 et 1944 en mixant la geste de la France Libre et les souvenirs des héros des tranchées de 14-18. Ses deux allocutions, celle du 2 août 1964 depuis le palais de l'Élysée et celle de Reims, en septembre, ne me semblent pas imprégnées encore par l'esprit de réconciliation avec l'Allemagne, un an pourtant après la signature du traité de l'Élysée. Le général de Gaulle honore principalement des victoires françaises. En revanche, il ne se rend pas en Normandie pour célébrer le Débarquement des Alliés, mais en Provence, le 15 août, où il emmène une bonne partie du gouvernement !

J.-N. J. : En 1966, le ton a changé : à l'occasion du cinquantième anniversaire de Verdun, de Gaulle prononce un discours magnifique, digne du professeur d'histoire de l'École de guerre qu'il avait été ! En ce temps-là, les anciens combattants – dont lui-même – étaient présents. Tandis que le Centenaire se fera sans témoins.

L'H. : Et en 1968 ?

J. Z. : Le 18 juillet, de Gaulle commémore la seconde bataille de la Marne à Oulchy-le-Château (Aisne), au pied des *Fantômes* de Landowski. Un des grands moments de la journée revint à l'écrivain Maurice Genevoix. Genevoix – dont la panthéonisation reste en suspens – incarne sans doute mieux que d'autres cette parole combattante.

J.-N. J. : ... mieux que Barbusse, mieux que Dorgelès ?

L'H. : Le Bicentenaire commémorait les droits de l'homme. Mais, en 2014, comment commémorer une catastrophe ? « Expliquer la folie », écrivez-vous, Jean-Noël Jeanneney, dans votre livre *programmatisé* !

J.-N. J. : Une question de vocabulaire, pour commencer. Distinguons « célébration » et « commémoration ». Célébrons l'édit de Nantes et commémorons son abrogation. Cette Grande Guerre apparaît à nos enfants, aujourd'hui, d'une absurdité et d'une brutalité sans égales : pas question de la célébrer ! En 1989, au contraire, le souvenir de la déclaration des Droits de l'homme était intrinsèquement exaltant : la naissance d'un élan magnifique en dépit des défaillances qui suivirent.

Reste que 1789 était une rupture coupant en deux, d'un coup, le corps social. En l'occurrence, il s'agissait donc de rendre compte du ralliement progressif d'une droite longtemps hostile à l'esprit des Lumières et dont seule une petite fraction récuse aujourd'hui la validité. Marche lente vers une assez large communauté de mémoire – au moins à propos des débuts de la Révolution.

Dans le cas de la Première Guerre mondiale, le mouvement est inverse. L'Union sacrée de 1914 représente le seul moment de notre histoire, au long de deux siècles,

2014 AGENDA

Le calendrier officiel des commémorations sera annoncé en novembre par François Hollande. Quelques dates en avant-première :

28 juin : à Sarajevo (qu'est-ce qui est prévu ? en 10 mots !)

14 juillet : défilé sur les Champs-Élysées de jeunes hommes et jeunes femmes venus des 72 pays belligérants.

3 août : commémoration de l'entrée en guerre de la France (comment).

5 septembre : commémoration de la mort de Péguy (où ?).

12 septembre : commémoration de la bataille de la Marne en présence des chefs de gouvernement britannique et allemand.

11 novembre : commémoration anticipée de l'armistice de 1918 (une minute de silence ?).

songeons-y, où la nation se retrouve soudée en surmontant d'un coup toutes ses divisions partisans. Cette unité se trouve bientôt fissurée par l'émergence du courant pacifiste. Cela dit, il me semble que dans les derniers temps, ces chocs des mémoires se sont estompés et que le centenaire pourrait marquer un retour vers un accord minimal de la nation sur ce qui fut alors enduré.

J. Z. : Il n'en reste pas moins que nous sommes confrontés à un énorme problème : quel message porter en ce Centenaire ? Entre l'ampleur de la tragédie et la ferveur mémorielle que suscite encore la saga du grand-père ou du grand-oncle, le contraste est saisissant. Nous sommes cependant bien d'accord avec Antoine Prost, qui préside notre conseil scientifique, pour rappeler que la société se transforme à l'occasion de la guerre : la place des femmes, l'appareil productif, la démographie, les arts, la fondation de la Société des nations... Une certaine idée de l'Europe est en train de naître, même si elle sera dramatiquement étouffée. C'est cette grande transformation, ce basculement, qui justifie sans doute l'ampleur de la commémoration à venir.

J.-N. J. : Nous n'insisterons jamais assez sur cela. Les années 1920, longtemps refoulées de notre mémoire parce que la décennie suivante, du fait de la crise économique et de la montée des dictatures, en a écrasé après coup l'originalité et la force, ont été pourtant le laboratoire de l'Union européenne. Dans les années 1950, les pères de l'Europe actuelle ont beaucoup appris de cette époque et de ses échecs avant de reprendre l'ambition et de la mener, dans une large mesure, à bien.

L'H. : Que faire des pages sombres de la Révolution et de la Grande Guerre ?

J.-N. J. : La Vendée a été, en 1989, l'instrument d'un cri, celui d'une catégorie de l'opinion, bien représentée par ce grand historien qu'était Pierre Chaunu, qui n'a jamais caché sa détestation de la Révolution. On a poussé l'anachronisme jusqu'à parler de « génocide » à son propos. La Vendée a été en 1793 le théâtre d'une guerre civile affreuse, de même que la Terreur a connu

NOTE

J.-N. Jeanneney, *La Grande Guerre, si loin, si proche. Réflexions sur un centenaire*, Seuil, 2013.

La gauche est plus à l'aise avec le méssianisme révolutionnaire de 1789 qu'avec l'héritage de 14-18

des dérapages criminels. Il n'a jamais été question d'en occulter l'ampleur. Mais avec l'aide des historiens libres de passions rétrospectives, nous avons pu, en contextualisant ces deux épisodes, éviter que leur noirceur envahisse tout l'espace et occulte l'apport lumineux de la Révolution considérée dans son ensemble.

J. Z. : Pour certains, la question des Fusillés est un moyen pour instruire le procès de la guerre et de l'institution militaire. La Grande Guerre n'est vue qu'à travers le prisme – nécessairement déformant – de la justice militaire et de ses erreurs. De même que la Révolution Française ne se résumait pas à la Terreur ou à la question vendéenne, la Grande Guerre ne doit pas se subsumer dans la question des Fusillés.

J.-N. J. : Sur les Fusillés, il faut revenir en gros à ce qu'ont dit Lionel Jospin en 1998 et Nicolas Sarkozy en 2008. Il est légitime d'envelopper dans la considération nationale les malheureux sommairement jugés et exécutés (sauf tel ou tel simple salaud) à condition de ne pas minimiser de ce fait le courage de tous les autres.

J. Z. : La question des Fusillés fait actuellement l'objet d'une réflexion de notre conseil scientifique, à la demande du gouvernement. Il faut espérer que cette réflexion contribuera à une forme d'apaisement mémoriel autour de ce sujet douloureux. (cf. *Antoine Prost, p. 100*). L'objectif est de revenir à l'histoire : si l'on pouvait comprendre que le pic des exécutions est atteint en 1914-1915 lorsque la situation militaire entraîne la mise en place d'une justice d'exception, que les mutineries de 1917 sont proportionnellement peu réprimées, alors nous estimerions ne pas avoir complètement perdu notre temps.

L'H. : Y a-t-il des commémorations de droite et des commémorations de gauche ?

J.-N. J. : Lors du Bicentenaire, nous avons pris le parti d'une commémoration « de gauche ». Comment, sinon, rappeler que c'est le parti du mouvement qui l'a emporté sur le parti de l'ordre établi, et qui a fait triompher les Lumières ? Le cas est tout différent aujourd'hui. Pas de « commémoration de gauche » pour le centenaire de la Grande Guerre au motif que la gauche se trouve actuellement, au hasard des chronologies, au pouvoir. Ce serait être infidèle à ce qui advint en 1914 et à la nature d'un patriotisme qui, chez la plupart, est aux antipodes du nationalisme.

J. Z. : Il est clair que la gauche est plus à l'aise avec le méssianisme révolutionnaire de 1789 qu'avec l'héritage de 14-18. Cela tient peut-être à une forme de culpabilité historique qu'elle n'a pas totalement évacuée. Au moment de la déclaration de guerre, l'internationalisme et le pacifisme dont une partie de la gauche se réclamait et qui signaient son identité ont sombré. La mort de Jaurès a permis de laisser ouverte une question : qu'aurait fait le prophète s'il avait survécu ? Aurait-il pu empêcher le déchaînement des violences ? Il demeure à jamais le symbole de ce pur idéal,

assassiné avec lui, et auquel la gauche a tourné le dos en communiant dans l'Union sacrée.

Aujourd'hui, à gauche, ce sont les élus du champ de bataille qui portent principalement l'héritage de la Grande Guerre. Les élus de gauche du Nord et de l'Est de la France sont fortement impliqués dans les préparatifs du Centenaire. Sur ces terres, la mémoire sociale et familiale de la guerre est omniprésente.

J.-N. J. : Puisque vous en êtes à la gauche, pourquoi ne pas évoquer une de ses plus belles figures, Clemenceau : je n'imagine pas que le Centenaire le passe par pertes et profits et que, par myopie et parce qu'il eut à affronter des émeutes populaires en 1906 comme ministre de l'Intérieur, et qu'il fut le Père la Victoire par-delà les différends des temps ordinaires, on perde de vue les combats de toute sa vie au service du progrès social, de la justice, de la solidarité envers les plus humbles.

L'H. : Quelle place accorder, à ce propos, aux grands hommes ? Les commémorations sont-elles l'occasion de célébrer les héros ?

J.-N. J. : La Révolution a été entraînée et incarnée, parmi d'autres, par des hommes que nous avons fait entrer au Panthéon, lors du Bicentenaire : l'abbé Grégoire, Condorcet, Monge. Mais convient-il pour autant qu'à l'occasion du Centenaire, des acteurs majeurs, civils ou militaires, de la Première Guerre mondiale soient panthéonisés à leur tour ? Je ne le crois pas. La Résistance pendant la Seconde Guerre a été le fait d'individus au courage exceptionnel, et il serait bienvenu, à mes yeux, que Pierre Brossolette, Bertie Albrecht, Marc Bloch, Jean Zay soient honorés comme l'a été Jean Moulin.

En revanche 14-18 a été la guerre de tous et quelle meilleure façon de les célébrer que par le symbole fort du Soldat inconnu ? Laissons-le seul. Clemenceau au Panthéon ? Ses descendants s'y sont opposés et lui-même, qui avait voulu être enterré en Vendée au côté de son père s'y serait à coup sûr farouchement opposé.

J. Z. : Les grands noms de 14, ce sont principalement des militaires, les Joffre, Pétain, Foch, Nivelle... tous des généraux et maréchaux aujourd'hui brocardés. La Grande Guerre a mobilisé des anonymes, des petits, les « soutiers de la gloire », pour reprendre la formule de Pierre Brossolette parlant de l'armée des ombres, et c'est à eux que la commémoration va essentiellement rendre hommage

L'H. : La France n'est-elle pas un peu seule dans l'organisation de ce centenaire ?

J. Z. : Non, l'Australie s'est dotée d'un budget de 150 millions de dollars. Il faut savoir que la bataille de Fromelles (juillet 1916) scelle, avec le débarquement de Gallipoli, l'acte fondateur de la nation. Les Australiens y voient leur « dimanche de Bouvines ».

D'une manière générale, la guerre de 14-18 marque l'émancipation des pays du Commonwealth par rapport à



LA GAUCHE ET LA DROITE

Ci-dessus, Nicolas Sarkozy rend hommage à Lazare Ponticelli, le dernier poilu, mort en 2008 à 110 ans.

Ci-contre, François Hollande ranime la flamme sur la tombe du Soldat inconnu en 2012.

En haut à droite, Lionel Jospin, le 5 novembre 1998 à Craonne, formule le souhait que les soldats fusillés pour l'exemple « réintègrent pleinement notre mémoire nationale ». Dix ans plus tard, Nicolas Sarkozy ne dira pas autre chose.

la Couronne britannique. Tous sont concernés par la commémoration à venir, les Canadiens, pour lesquels la bataille de Vimy (avril 1917) représente aussi un moment crucial de leur histoire, les Néo-Zélandais, les Sud-Africains, les Indiens qui entretiennent, dans le Nord, le souvenir de Neuve-Chapelle (mars 1915) où se dresse leur mémorial. En Europe centrale et orientale, les pays issus des traités de paix de 1919 sont tous très mobilisés.

L'H. : Et en Allemagne ?

J. Z. : Si les Länder se sont appropriés très tôt le Centenaire, les choses ont été plus lentes à se mettre en place au niveau fédéral. L'Allemagne d'aujourd'hui est née des décombres de la Seconde Guerre mondiale et le souvenir de 14-18 n'a pas la même importance historique. Le dernier combattant allemand de la Grande Guerre est mort dans l'indifférence.

Peut-être l'Allemagne a-t-elle été un peu surprise par la vitalité commémorative française pour le Centenaire, qu'elle a peut-être perçue, à tort, comme un exercice d'autocélébration un peu chauvin. Récemment, la situation a changé en Allemagne et une organisation s'est mise

en place au niveau fédéral pour préparer le Centenaire. Le sujet est désormais présent dans les médias et la classe politique s'y intéresse. L'Allemagne prendra des initiatives et sera un acteur à part entière du Centenaire.

L'H. : Et l'Europe, n'est-elle pas la grande absente ?

J. Z. : Sans doute, l'enceinte la plus appropriée pour parler de la Grande Guerre aurait pu être le Conseil de l'Europe, où siègent la Russie et la Turquie. Il n'a pas été possible d'y porter une initiative politique forte. La réaction initiale de la Commission européenne, très en amont de la commémoration, fut une indifférence polie. Toutefois, le Parlement européen s'est intéressé au sujet et la Commission appuie aujourd'hui certaines initiatives inscrites à l'agenda du Centenaire. Plusieurs États membres réfléchissent actuellement à une déclaration européenne qui pourrait être discutée dans l'enceinte du Conseil européen, en 2014. Ainsi il n'est pas exclu que l'Europe en cette année du Centenaire, exprime une parole forte.

J.-N. J. : Il serait désolant pour elle qu'elle ne le fasse pas !

(Propos recueillis par Daniel Bermond)